

La conférence "Soutenir le développement des compétences par des réformes" sur l'Année européenne s'est tenue en marge du Sommet social de Porto, organisé les 26 et 27 mai 2023.



Conférence de Porto

LES LEVIERS DE L'ANNÉE EUROPÉENNE DES COMPÉTENCES 2023

L'Année européenne des compétences 2023 est à présent pleinement lancée. Une conférence lui était dédiée le 25 mai, en marge du Forum social de Porto (les 26-27 mai). Son intitulé : "Soutenir le développement des compétences par des réformes". Les représentants des ministères du Travail et de l'Éducation, des administrations publiques, des associations professionnelles et des milieux universitaires ont échangé sur la manière dont l'UE, et la Commission en particulier, peuvent aider les États membres à accélérer le développement des compétences. Avec un focus sur le TSI (*Technical support instrument*), instrument d'appui technique qui permet de bénéficier, sur un projet donné, d'une expertise financée par l'UE pour concevoir et mettre en œuvre une réforme. Une première réunion des coordinateurs nationaux s'est tenue le 7 juin 2023.



UNE ANNÉE EUROPÉENNE DES COMPÉTENCES TOURNÉE VERS LES DÉFIS DES TRANSITIONS NUMÉRIQUE ET ÉCOLOGIQUE

L'Union européenne veut accélérer le développement des compétences en Europe. Une conférence organisée par la Commission européenne à Porto, le 25 mai 2023, a nettement mis l'accent sur l'accompagnement des transitions numérique et écologique.

Sarah Nafti



Elisa Ferreira, commissaire européenne à la cohésion et aux réformes.

“ L'Europe a besoin de compétences pour l'aider à réussir la transition écologique et la révolution technologique.” Cet appel a été formulé par Elisa Ferreira, commissaire européenne à la cohésion et aux réformes, en ouverture de la conférence “Aider au développement des compétences”. Elle était organisée par la Direction générale soutien à la réforme structurelle (DG Reform) de la Commission, le 25 mai 2023, à Porto¹, à l'occasion de l'Année européenne des compétences.

25 milliards d'euros pour la formation et l'éducation

Cette journée visait notamment à échanger autour des outils mis à disposition par l'UE aux États membres, comme le TSI (instrument d'appui technique, voir encadré). La commissaire européenne a évoqué les résultats d'un baromètre qui relève que “plus de trois entreprises sur quatre avaient du mal à trouver des travailleurs qualifiés”. L'UE investit 25 milliards d'euros pour la formation et l'éducation, dans le cadre du programme de cohésion. Toutefois, les disparités d'accès à la formation restent importantes, puisque “la formation des adultes est moindre, parfois de 70 %, dans les régions moins développées”.

Socle européen des droits sociaux

En 2021, c'est à Porto, déjà, que l'UE présentait le plan d'action du Socle européen des droits sociaux. Ce plan prévoit qu'au moins 60 % des adultes participent chaque année à des activités de formation, d'ici 2030. 80 % devraient également posséder les compétences numériques de base. L'objectif est loin d'être atteint. Manuela Geleng, directrice emploi et compétences à la Direction générale emploi, affaires sociales et inclusion de la Commission européenne, constate que l'objectif des 60 % n'est rempli qu'à 37 %. “Il reste de grandes lacunes à combler, et si les transitions vertes et numériques ne sont pas nouvelles, elles ont accéléré avec la pandémie, la guerre, la crise énergétique.”



Manuela Geleng, directrice emploi et compétences à la Direction générale emploi, affaires sociales et inclusion de la Commission européenne.



1. https://reform-support.ec.europa.eu/events-0/supporting-skills-development_en

L'occasion d'«éveiller les consciences»

«Voici deux ans, nous appelions à la révolution dans les compétences en Europe», rappelle Nicolas Schmit, commissaire européen à l'emploi et aux droits sociaux, pour qui cette Année européenne des compétences est l'occasion «d'éveiller les consciences et de pousser les États membres à entamer des réformes ambitieuses pour un développement territorial équitable».

Frederico Muniz, directeur général adjoint aux statistiques et à l'information au service public de l'emploi espagnol, présente un programme pilote mis en place en Espagne, avec le TSI, visant à mieux accompagner les demandeurs d'emploi : le programme Send@ a permis à 52 000 demandeurs d'emploi de bénéficier de recommandations spécialisées, sur la base de statistiques.

Économie verte et numérique

«Près de 20 % des salariés ont peur de perdre leur travail à cause de la numérisation» et parallèlement, «la demande des employeurs sur les compétences numériques est très forte», remarque Antonio Ranieri, chef du département enseignement et formation professionnels du Cedefop (Centre européen pour le développement de la formation professionnelle).

En ce qui concerne la transition verte, la difficulté est déjà d'arriver à qualifier les compétences nécessaires. Cela nécessite de la «responsabilité» et de «l'analyse». «Il faut créer des systèmes intelligents qui anticipent les lacunes en compétences» avec, forcément, «un engagement politique fort».

Face aux causes de «fragmentation»...

Spiros Protopsaltis, gouverneur du service public de l'emploi en Grèce, estime que le problème du déficit de compétences est lié à la «fragmentation»: «En Grèce, l'éducation et le monde du travail sont distincts et ne collaborent pas ensemble.» Le défi est de coordonner le tout.

Les compétences numériques et vertes sont elles-mêmes difficile à lier. «Quand on parle de compétences numériques, ce qu'on entend, c'est assez clair. Les compétences vertes, beaucoup moins.» Elles peuvent recouvrir des thématiques différentes selon les secteurs, et les services publics de l'emploi peinent à orienter vers des formations. «La formation en soi, n'est pas ce que cherchent les demandeurs d'emploi», ils veulent qu'elle se traduise par une place sur le marché du travail. Alors qu'«il est très difficile de savoir ce qui va se passer dans cinq ans».



Nicolas Schmit, commissaire européen à l'emploi et aux droits sociaux.

... de la synergie

«Il faut de la synergie, même, et surtout au niveau national», souligne Boris Sloboda, ministre du Travail et des Affaires sociales de Slovaquie. Car, pour lui, la mobilisation des moyens européens existants permettent d'avancer. «Toutefois, c'est lors de la mise en place des programmes sur le terrain que, parfois, les choses ne fonctionnent pas.»

«Il existe de nombreux dispositifs pour soutenir la qualification, même s'il est toujours utile de renforcer la coopération», complète Joachim Bernardo, président du POCH (programme opérationnel sur le capital humain) au Portugal. En 2006, le Portugal a entamé une grande réforme du système de formation professionnelle, dans le but, notamment, de «rompre les silos». Quinze ans après, les autorités portugaises travaillent toujours à mettre en place une meilleure coordination au niveau local. ●



Le logo de l'Année européenne des compétences.

REPÈRES

L'INSTRUMENT D'APPUI TECHNIQUE (TSI)

Des réformes «intelligentes, durables et socialement responsables» contribuent à renforcer la résilience des économies, formule la Commission. L'instrument d'appui technique (TSI) est le programme de l'UE qui fournit aux États membres une «expertise technique sur mesure» pour concevoir et mettre en œuvre de telles réformes. Le soutien est axé sur la demande et ne nécessite pas de cofinancement de la part des États membres. L'appui du TSI peut prendre la forme de conseils stratégiques et juridiques, d'études, de formations et de visites d'experts sur le terrain. Il peut couvrir n'importe quelle phase du processus de réforme, de la préparation et la conception au développement et à la mise en œuvre.

➔ https://commission.europa.eu/funding-tenders/find-funding/eu-funding-programmes/technical-support-instrument/technical-support-instrument-tsi_fr

INITIATIVES EN EUROPE AU SERVICE DE LA REQUALIFICATION DES ADULTES

À travers l'Europe, des initiatives soutenues par le TSI (*Technical support instrument*) de la Commission européenne aident les États membres à mettre en œuvre des réformes. Focus sur la transformation de l'administration publique, dans laquelle le management est appelé à jouer un rôle-clé, et sur celle des systèmes éducatifs qui se tournent vers la requalification des adultes.

Sarah Nafti



Agnė Kudarauskienė,
vice-ministre de
l'Éducation de Lituanie.



Daniele Dotto,
directeur adjoint
de Reform.



Philip McGrath,
responsable
transformation des
services publics
au Département
des dépenses publiques
et de la réforme,
Irlande.



Maria Jepsen,
directrice adjointe
d'Eurofond
(Fondation
européenne pour
l'amélioration
des conditions
de vie et de
travail).

Des opportunités et des risques. La technologie peut "libérer l'humain de certaines tâches inintéressantes", lui laissant davantage de temps pour des tâches plus complexes, a observé Maria Jepsen, directrice adjointe d'Eurofond (Fondation européenne pour l'amélioration des conditions de vie et de travail), lors de la conférence organisée à Porto par la Commission européenne, le 25 mai 2023. Du côté des risques, elle énumère le "déplacement des emplois" mais aussi "l'aggravation des inégalités": la montée en compétence ou la reconversion demande une implication dans la formation et ce sont souvent les salariés les moins formés qui y ont moins accès.

Miser sur le management

"En compétition avec le secteur privé pour attirer les nouveaux talents, la fonction publique fait face à un déficit d'attractivité, illustre Daniele Dotto, directeur adjoint de Reform. L'administration doit répondre aux enjeux futurs, et cela pose

la question des compétences des fonctionnaires." Pour Gillian Dorner, directrice adjointe de la gouvernance publique à l'OCDE, le management aura un rôle-clé dans l'évolution : "C'est le leadership qui va impulser le changement, sinon il ne se fera pas." Cela demande "d'avoir de bons managers", ce qui "malheureusement ne se crée pas en une session de formation". Miser sur le management, fondé sur "les valeurs, l'ouverture, l'inclusion, la coopération" nécessite "des années de pratique". Il faut notamment repérer les futurs talents au plus tôt et prendre le temps de les former.

En Irlande, un réseau de partage d'expériences

En Irlande, une réforme a été menée dans l'administration publique irlandaise. Philip McGrath, à la tête du service public de transformation, explique : "Nous avons fait un diagnostic, soutenu par le TSI [Technical support instrument, l'outil de la Commission européenne pour aider les États membres à mettre en œuvre des réformes, voir

“Travailler de manière collaborative, innover, créer des espaces d'apprentissage flexibles et personnalisés”

Gillian Dörner,
directrice adjointe
de la gouvernance
publique à l'OCDE.



l'automatisation”. L'État a créé une plateforme numérique pour proposer des formations financées. Il peine à attirer certaines populations cibles, notamment dans les zones rurales. Pour la vice-ministre, *“il est important de former des personnes qui savent apprendre et qui pourront s'adapter aux changements futurs du monde du travail”*.

Le Portugal face au défi de “requalification des adultes”

“Comment anticiper le besoin en compétences ?”, interroge Elisio Da Costa, directeur du centre de compétence sur le vieillissement à l'Université de Porto. Si la demande en compétences numériques est partout, *“33 % de la population européenne n'a jamais utilisé un ordinateur !”* Pour éviter de répéter les mêmes erreurs sur les compétences du futur, *“nous devons travailler de manière collaborative, innover, créer des espaces d'apprentissage flexibles et personnalisés”*.

Le Portugal fait face au défi de *“requalification des adultes”* et réfléchit à la manière d'atteindre ceux qui ont quitté le système éducatif, explique Ana Valente, de l'agence nationale portugaise pour les qualifications et la formation professionnelle. *“40 % des adultes ont besoin d'un diplôme secondaire pour progresser dans leur carrière.”* Penser la formation des adultes *“est un grand changement qui doit se faire en lien avec les salariés concernés et le marché du travail”*.

Investir dans les politiques d'évaluation

En France, les Campus des métiers et des qualifications ont également bénéficié du TSI. Ce soutien a notamment permis de *“travailler avec d'autres campus à l'international”* et d'intégrer des *“modules de spécialisation suivant les régions et secteurs”*, explique Matthieu Merciecca, chef de mission éducation-économie au ministère de l'Éducation nationale.

Pour améliorer les systèmes éducatifs, Susanne Conze, directrice en charge de l'analyse pays à la Direction éducation de la Commission européenne, souligne l'importance *“d'avoir un personnel enseignant hautement qualifié”*. Mais aussi *“d'investir dans les politiques d'évaluation, afin de savoir ce qui est efficace, ou non”*. ●

Matthieu Merciecca,
chef de mission
éducation-économie
au ministère
de l'Éducation
nationale.



page II], qui comportait une phase de benchmark sur ce qui se faisait en Europe et ailleurs.” 16 actions ont été déployées, comme la mise en place d'un fonds spécifique pour l'innovation. Un réseau de partage d'expériences a été créé *“et aujourd'hui, nous avons une communauté d'apprenants qui transfèrent leurs compétences”*. Toutefois, il a fallu *“rendre les gens résilients”*, car de nombreux changements induisent *“une fatigue de la réforme”*.

La Lituanie investit dans la formation des adultes

Agnė Kudarauskienė, vice-ministre de l'Éducation de Lituanie, détaille les défis auxquels son pays est confronté : alors que *“le nombre d'étudiants baisse de plus en plus”* avec 50 % de bacheliers en moins en treize ans, *“certains secteurs économiques cruciaux pour le développement du pays (santé, numérique) manquent de personnes qualifiées”*. Cela a amené le pays à investir dans la formation des adultes. *“L'idée était de former en priorité ceux dont l'emploi était menacé par*

LA COORDINATION FRANÇAISE POUR L'ANNÉE EUROPÉENNE VEUT MOBILISER TOUS LES ACTEURS DE LA FORMATION

Gilles Gateau, directeur général de l'Apec (Association pour l'emploi des cadres) et coordinateur national pour l'Année européenne des compétences, et Marianne de Brunhoff, coordinatrice adjointe, présentent les priorités françaises dans la mise en place de cette année organisée par la Commission européenne.

Sarah Nafti



Gilles Gateau, coordinateur national pour l'Année européenne des compétences.

© Apec



Les objectifs de la Commission s'inscrivent dans le contexte des transitions écologique et numérique", souligne Gilles Gateau, coordinateur national pour l'Année européenne des compétences. Ceci dans un contexte où "les pénuries de compétences concernent tous les États membres". L'un des objectifs européens est d'atteindre, d'ici 2030, 60 % des adultes en formation (voir p. 10), alors qu'ils n'étaient que 44 % en 2016. "La France a même un objectif d'atteindre 65 %, contre 51 % en 2016", précise Marianne de Brunhoff, coordinatrice adjointe.

personnel de formation), particulièrement observé par les autres pays européens, et le CEP (conseil en évolution professionnel).

Le site Année européenne des compétences

L'Année européenne des compétences permet ainsi de diffuser les initiatives préexistantes ou d'en créer de nouvelles. Pour les partager, la Commission a créé un site¹ qui liste les événements prévus. Tous les acteurs peuvent y recenser leurs événements, qui pourront bénéficier de la bannière Année européenne des compétences, s'ils sont validés à ce titre par la Commission. Laquelle souhaite également disposer de récits et de témoignages sur des projets réussis en matière de développement des compétences (formation, reconversion, progression de carrière, etc.). Les professionnels peuvent les publier sur la plateforme européenne grâce à un formulaire. Une page dédiée² existe déjà sur le site du ministère du Travail français, avec une adresse mail³ sur laquelle les acteurs sont invités à envoyer leurs expériences et témoignages.

Valorisation des initiatives

Plusieurs réformes seront mises en valeur par la France pour répondre à ces objectifs : Marianne de Brunhoff cite le Pic (plan d'investissement dans les compétences), le plan France 2030 et les formations aux métiers d'avenir, mais aussi les réformes annoncées de la VAE (validation des acquis par l'expérience) et des lycées professionnels, sans oublier l'investissement dans l'apprentissage. Enfin, la France valorise le CPF (compte

Réunion des coordinateurs

Une première réunion des coordinateurs européens s'est tenue le 7 juin 2023. "Nous devons faire de cette année une initiative utile pour mobiliser les acteurs impliqués dans le développement des compétences, montrer que nous sommes capables d'innover, de perfectionner nos outils et de les partager avec nos partenaires européens", insiste Gilles Gateau. Un grand événement est déjà prévu à Paris, le 7 décembre 2023. ●



1. https://year-of-skills.europa.eu/index_fr

2. <https://travail-emploi.gouv.fr/ministere/europe-et-international/l-annee-europeenne-des-competenances-2023/>

3. annee-europeenne-competenances@emploi.gouv.fr

LES QUATRE GRANDS OBJECTIFS DE LA COMMISSION EUROPÉENNE

- Accroître et améliorer l'investissement les compétences
- Veiller à ce que les compétences soient adaptées au marché du travail
- Mettre en adéquation les aspirations et les compétences des citoyens européens avec les possibilités offertes par le marché du travail
- Attirer les personnes des pays tiers possédant les compétences dont l'UE a besoin